1. La crise économique globale continue. Des quantités énormes d'argent ont été injectées dans le système financier – 14 000 milliards de dollars pour les mesures de sauvetage aux États-Unis, en Grande-Bretagne et dans la zone euro, 1 400 milliards de dollars en nouveaux prêts bancaires en Chine l'année dernière – autant d'efforts pour donner une nouvelle stabilité à l'économie mondiale. Mais ces efforts seront ils suffisants pour produire un rétablissement durable, la question reste ouverte. La croissance reste très molle dans les économies avancées, tandis que le chômage continue d'augmenter. Il y a des craintes qu'une nouvelle bulle financière, centrée cette fois ci sur la Chine, soit en train de se développer. Le caractère prolongé de la crise – qui est la plus grave depuis la Grande Dépression – est symptomatique du fait qu'elle trouve ses racines dans la nature même du capitalisme en tant que système.

2. Après une vague sévère de suppressions d'emplois, en Europe le centre de la crise est maintenant sur le secteur public et sur le système de protection sociale. Les mêmes marchés financiers qui ont été sauvés grâce aux plans de sauvetage sont à présent sur le pied de guerre contre l'augmentation de la dette publique que ces plans ont entraînée. Ils demandent des réductions massives dans les dépenses publiques. C'est là une tentative ayant un caractère de classe pour faire payer les coûts de la crise non à ceux qui l'ont déclenchée – avant tout, les banques – mais aux travailleurs-es – non seulement à ceux qui sont employés dans le secteur public, mais aussi à tous les usagers des services publics. Les exigences d'austérité et de « réforme » du secteur public montrent de la manière la plus claire que le néolibéralisme, discrédité sur le plan intellectuel par la crise, continue néanmoins de dominer la

prise de décision politique.

3. La Grèce est actuellement au cœur de la tempête. Comme plusieurs autres économies européennes, elle est particulièrement vulnérable, en partie du fait d'une accumulation de dette durant la phase d'expansion, en partie parce qu'elles a du mal à rivaliser avec l'Allemagne, le géant de la zone Euro. Sous la pression des marchés financiers, de la Commission Européenne et du gouvernement allemand, le gouvernement de Geórgios Papandréou s'est assis sur ses promesses électorales et a annoncé des coupes budgétaires qui équivalent à 4 % du produit national.

4. Heureusement, la Grèce possède une histoire riche en résistances sociales depuis les années 1970. A la suite de la révolte de la jeunesse, en décembre 2008, le mouvement ouvrier grec a répondu au paquet de coupes budgétaires gouvernementales avec une vague de grèves et de manifestations. Nous saluons aussi l'exemple du référendum en Islande dans lequel le peuple a rejeté le principe du remboursement de la dette imposé par les banques.

5. Les travailleurs grecs ont besoin de la solidarité des révolutionnaires, des syndicalistes et des anticapitalistes de tous les pays. La Grèce n'est que le premier pays européen à se retrouver visé par les marchés financiers, mais la liste de leurs objectifs potentiels en comprend beaucoup d'autres, en premier lieu l'Etat espagnol et le Portugal.

6. Nous avons besoin d'un programme de mesures qui puissent sortir l'économie de la crise sur la base de la priorité donnée aux besoins sociaux plutôt qu'aux profits et qui impose un contrôle démocratique sur le marché. Nous devons nous battre pour une réponse anticapitaliste : nos vies, notre santé, nos emplois valent plus que leurs profits.

- Toutes les coupes dans les budgets publics domestiques doivent être arrêtées ou inversées : arrêt des « réformes » des systèmes de retraite ; la santé et l'éducation ne sont pas à vendre ;

- Un droit garanti à l'emploi et un programme d'investissement public dans des emplois verts : transports publics, industries des énergies renouvelables et adaptation des bâtiments privés et publics pour réduire les émissions de dioxyde de carbone ;

- Pour un système bancaire et financier public unifié sous le contrôle populaire !

- Les immigrants et les réfugiés ne doivent pas être les bouc-émissaires de la crise : des papiers pour tous !

- Non aux dépenses militaires : retrait des troupes occidentales d'Irak et d'Afghanistan, réductions massives des dépenses militaires, et dissolution de l'OTAN.

7. Nous décidons d'organiser des activités de solidarité dans toute l'Europe contre les réductions des budgets sociaux et les attaques capitalistes. Une victoire des travailleurs grecs renforcera la résistance sociale dans tous les pays.

40 organisations de 23 pays d'Europe signent cet déclaration:

Grèce: Aristeri Anasynthes, Aristeri Antikapitalistiki Syspirosi, Organosi Kommuniston Diethniston Elladas-Spartakos, Sosialistiko Ergatiko Komma, Synaspismos Rizospastikis Aristeras ;

Portugal: Bloco de Esquerda ;

Allemagne: Internationale sozialistische linke, marx21, Revolutionär Sozialistischen Bund ;

Autriche: Linkswende ;

Belgique: Ligue Communiste Révolutionnaire - Socialistische arbeiderspartij ;

Croatie: Radnička borba ;

Chypre: Ergatiki Dimokratia ; Yeni Kıbrıs Partisi

Danemark: Socialistisk Arbejderparti

Ecosse: Scottisch Socialist Party

Euzkadi: Gogoa

État Espagnol: En lucha/En lluita, Izquierda Anticapitalista, Partido Obrero Revolucionario ;

France: Nouveau Parti Anticapitaliste ;

Grande-Bretagne: Socialist Resistance, Socialist Workers Party ;

Italie: Sinistra Critica ;

Irlande: People Before Profit Alliance, Socialist Workers Party ;

Pays-Bas: Internationale Socialisten, Socialistische Arbeiderspartij ;

Pologne: Polska Partia Pracy, Pracownicza Demokracja ;

République tchèque: Socialistická Solidarita

Russie: Vpered ;

Serbie: marks21 ;

Suisse: Gauche anticapitaliste, Mouvement pour le socialisme /Bewegung für Sozialismus, solidaritéS ;

Suède: Socialistiska Partiet; Internationella Socialister

Turquie: Devrimci Sosyalist İşçi Partisi, Özgürlük ve Dayanışma Partisi.